

18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Le représentant de la municipalité présente la politique de la commune. La responsabilité est l'éducation et l'avenir des enfants. La décentralisation est une bonne chose car elle permet d'être plus proche, plus souple, plus réactif.

Tout le monde est d'accord sur l'intérêt de la position de proximité mais sans dérive (redéfinition des programmes). L'Education Nationale décide mais reporte l'application au niveau local qui fait en fonction de ses moyens et de sa volonté.

La volonté de mettre en valeur les richesses locales ne doit pas aller jusqu'à avoir un objectif de rentabilité : l'école est là pour aider l'enfant à se construire et non à être rentable. Les objectifs doivent être nationaux mais la mise en place est locale et dépend des budgets ; c'est donc une volonté de la commune et une question de budget.

Localiser l'enseignement va à l'encontre de la mobilité géographique : il faut développer une liberté et une autonomie de penser dans un cadre au moins national.

L'intérêt de garder des objectifs nationaux évite de localiser les enseignements et favorise la perspective de mobilité géographique dans un objectif de construction de l'Europe. Exemple : les familles déménagent de plus en plus, devraient pouvoir retrouver les mêmes enseignements dans les collèges et les lycées (langues).

Doter l'école d'un budget propre financé par : les communes mais aussi l'Etat, de façon à pouvoir mettre en place les politiques ministérielles. Exemple : baisser les effectifs et faciliter l'accueil des enfants handicapés avec des moyens humains débloqués par l'Education Nationale et les communes, en plus du financement.

Programmes et formations définis au niveau national avec une infrastructure et une organisation locale pour être efficace et fonctionnelle.

L'Education Nationale doit mieux répartir car les directeurs et directrices doivent sans cesse demander aux collectivités locales.

01 Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

L'école ne doit pas perdre ses valeurs d'ouverture au monde et d'éducation à la citoyenneté. Cependant il est nécessaire de construire des passerelles entre l'école et le monde du travail, plutôt à partir du collège. Mieux préparer les élèves à l'insertion dans la vie active : au-delà de la transmission de savoirs et du façonnage de l'individu, améliorer la transition avec le monde du travail. Les cours magistraux sont en décalage avec la réalité. Il faut montrer comment fonctionnent les entreprises.

Les notions de travail et d'effort qui doivent être données par les familles ne le sont pas toujours à cause des problèmes de précarité et sont données à l'école et au collège.

Le rôle des parents est aussi important dans l'attitude face aux médias : l'enseignant peut-il rejeter une certaine télévision d'aujourd'hui ou conseiller, orienter, mettre en garde ?

Plus généralement l'enseignant est un pédagogue, mais doit-il prendre une part dans le rôle éducatif qui revient de fait aux parents ?

Il apparaît des difficultés de relation entre l'école et les familles : les instances existantes ne sont pas forcément exploitées (conseil d'école, réunions) et les moments de rencontre sont limités à un simple échange d'informations techniques. Les échanges doivent quand même laisser les enseignants responsables de leur pédagogie et de l'exploitation des programmes nationaux.

Mettre en place des stages d'une semaine en 3^{ème} au collège pour tous les élèves.

Organiser des séances où des parents présentent leur métier.

Recréer des dynamiques pour se parler : mairie, enseignants, monde de l'entreprise et du travail.

Règlement intérieur à signer par les familles, l'enfant et l'enseignant.

Pour les parents qui ne peuvent plus s'occuper de leurs enfants : proposer des lieux de rencontre, de l'aide.

Revaloriser le métier d'enseignant : leur donner du temps pour échanger avec les familles et établir une relation de confiance.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Doter l'école d'un budget propre financé par : les communes mais aussi l'Etat, de façon à pouvoir mettre en place les politiques ministérielles : baisser les effectifs et faciliter l'insertion des enfants handicapés à l'école.

2 Rapprocher l'école du monde du travail en demandant aux parents de présenter leur métier à l'école élémentaire et au collège organiser des stages d'une semaine en entreprise.

3 Améliorer les relations écoles / familles par des moments de dialogue au sein du conseil d'école pour aborder les rôles de chacun dans l'éducation des enfants.